

Uriner

Julien Damon

Professeur associé à Sciences-Po (master d'urbanisme)

Uriner fait partie, avec d'autres besoins, de ces petits riens urbains auxquels tout le monde est confronté, mais sur lesquels peu d'experts ont bien voulu se pencher. Le sujet, qui détonne dans la sphère académique et fait sourire dans la discussion de café, est éminemment sérieux.

Saugrenue et insolite, mais aussi concrète et incarnée, la question des toilettes publiques relève du droit et de l'aménagement des espaces publics. Si des progrès sont repérables ces dernières années, notamment en ce qui concerne la gratuité des services parisiens, le sujet n'en reste pas moins grave, révélateur d'inégalités manifestes, en France comme dans le monde entier¹.

Les évolutions des w.-c., toilettes publiques, sanisettes, et autres latrines ne constituent en rien un problème annexe ou marginal. Au contraire – et chacun a certainement pu en faire un jour l'expérience – il s'agit d'un thème crucial de la vie quotidienne, différenciant clairement les hommes des femmes, les jeunes des vieux, les riches des pauvres, les handicapés des autres, ceux qui ont un logement de ceux qui n'en disposent pas. L'implantation et l'organisation des toilettes publiques constituent un problème à certains égards et moments décisif pour les corps humains dans les environnements urbains contemporains.

Petite histoire des servitudes d'aisance à Paris

Dans l'un des rares ouvrages consacrés à ces sujets, l'historien Roger-Henri Guerrand présente l'histoire et l'état des « lieux »². Il y chronique les mutations des commodités et lieux d'aisance du Moyen Age à nos jours. Jusqu'au début du XVIIIème siècle la présence et le côtoiement de l'excrément et de l'ordure auraient modérément rebuté. Avec le développement parallèle de la « civilisation des mœurs », de l'urbanisation, de l'industrialisation, de la médecine, et de l'hygiénisme, les municipalités, et notamment Paris, vont prendre des initiatives pour la création d'installations spécifiques. Les ancêtres des sanisettes modernes, baptisés « cases d'aisance » ou « chalets de nécessité », sont réservés aux hommes.

Les vespasiennes parisiennes ont été installées à partir des années 1840. On en compte plus de 1 200 au début des années 1930. Elles vont péricliter après la seconde guerre mondiale, du fait de l'accentuation de leur mauvaise réputation, tant du point de vue de la moralité que de l'hygiène. Une certaine mythologie mâle de la pissotière, lieu de rendez-vous des résistants pendant la guerre mais surtout des dragueurs de tous les temps, a fortement contribué au discrédit des édicules.

Il y avait donc une crise de réputation. Il y avait aussi une apparente moindre nécessité. Les vespasiennes ont en effet connu une lente érosion de leur fréquentation à mesure que les logements devenaient mieux équipés en sanitaires et en commodités. Décriés depuis l'origine

¹. Pour un panorama plus général, voir Julien Damon, « Les toilettes publiques : un droit à mieux aménager », *Droit social*, n° 1, 2009, pp. 103-110.

². Roger-Henri Guerrand, *Les Lieux. Histoire des commodités*, Paris, La Découverte, 1985. Voir la nouvelle édition (2009) agrémentée d'une préface de Thierry Paquot. Pour des développements plus techniques, voir l'ouvrage de l'urbaniste anglaise Clara Greed, *Inclusive Urban Design. Public Toilets*, Oxford, Architectural Press, 2003.

comme nids de maladies, lieux de trafics, sites de rencontres et de relations réprouvées, ces sites ont sombré dans la stigmatisation.

En 1980 le Conseil de Paris vote la fin de la gratuité. En 1991, la mairie et la société Decaux signent un contrat de concession sur les sanisettes (marque déposée en 1980). Devenus des enjeux industriels, financiers et électoraux substantiels, ces mobiliers urbains particuliers ont fait l'objet de débats et de controverses musclés, plus quant à leurs modalités de financement que quant à leur fréquentation et à leur utilité.

L'établissement des sanisettes Decaux a incontestablement apporté plusieurs améliorations. Elles ont tout d'abord permis aux femmes de pouvoir accéder à ce type d'équipements. Les progrès en matière de nettoyage et de désinfection systématiques sont remarquables. Individuelles, les places limitent la promiscuité. Payants ces sanitaires devaient même pouvoir être économiquement fondés. Sur cette question de la tarification, après des mobilisations associatives, au nom d'un accès de première nécessité pour les sans-abri, il a été justement décidé début 2006 de rendre gratuites toutes les sanisettes de la capitale.

Des problèmes et sujets fondamentaux

La reprise de l'histoire contemporaine des commodités implantées dans l'espace public ne doit pas masquer des traits importants de l'évolution générale qui la sous-tend. On peut en effet souligner certaines grandes tendances qui accompagnent un contexte d'urbanisation et de déplacements croissants : diminution relative de l'offre et déshumanisation des services. C'est en effet toute l'offre de toilettes accessibles sans condition qui a diminué, y compris dans les cafés et les bars qui restreignent l'accès à ces services en les limitant à leurs consommateurs et/ou en les tarifant. Les toilettes autrefois disponibles dans les parcs ou dans les gares se sont raréfiées et/ou se sont, pour Autre tendance embarrassante : la déshumanisation des équipements, patente dans le cas des sanisettes, qui est un problème pour les usagers potentiels craignant les automates. Or la plupart des toilettes publiques effectivement disponibles gratuitement dans les rues sont devenues des boîtiers remplis d'électroniques. L'ambiance parfumée et (parfois) musicale n'empêche pas la claustrophobie. Au final, il y a donc la gratuité d'un certain service, mais celui-ci est loin de convenir à tout le monde.

Alors que les processus de transformation de la ville se caractérisent par l'explosion des mobilités, les aménagements qui devraient être les plus communs sont négligés. L'essentiel est de noter que les besoins restent conséquents. Et ils sont même certainement appelés à augmenter avec la progression de la mobilité et le vieillissement de la population.

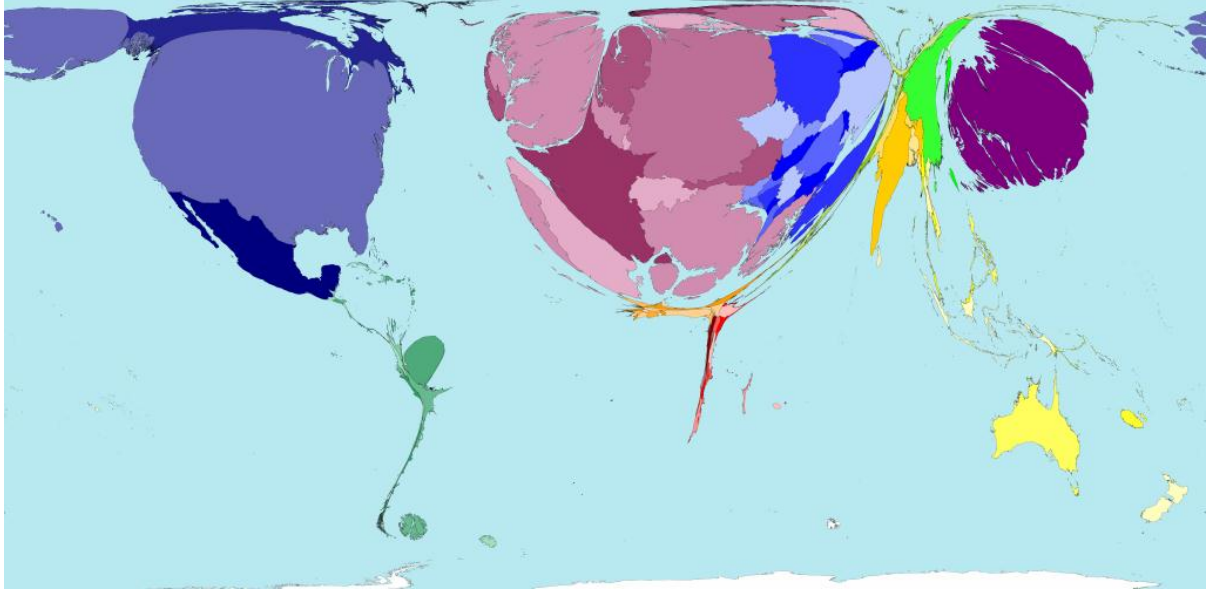
Soulignons, pour finir, que le sujet est loin d'être seulement parisien... Ce ne sont pas uniquement les trottoirs de Paris ni les différents Clochermerle³ qui sont en question. Le problème se pose dans toutes les villes du monde, naturellement de manière exacerbée là où les différents réseaux sanitaires sont inexistant⁴. Les ordres de grandeur sont d'ailleurs vertigineux. Environ un milliard de personnes habitant en zone urbaine attendent un raccordement, aussi précaire soit-il, à un réseau. Un million d'enfants meurent chaque année

³. Tout le monde a lu ou entendu parler des oppositions et querelles burlesques entre « urinophiles » et « urinophobes » du petit village de Clochermele où fut, par roman interposé, installé en grande pompe une vespasienne près de l'église. Gabriel Chevalier, *Clochermerle*, 1934.

⁴. Notons l'existence d'une très sérieuse World Toilet Organization, basée à Singapour, www.worldtoilet.org. Pour le cas américain, on notera l'existence d'une American Restroom Association, plaidant pour l'établissement de toilettes publiques gratuites, en particulier dans le métro. www.americanrestroom.org

en raison de cette absence de connexion aux réseaux d'eau potable et d'assainissement⁵. Selon les Nations unies, qui se sont récemment emparé avec sérieux du dossier, 40 % de la population mondiale n'a pas accès à des toilettes « convenables », c'est-à-dire sans contact entre l'homme et les eaux usées. Outre la santé, l'absence de toilettes a des conséquences en matière de sécurité : femmes et enfants sont exposés au harcèlement ou aux agressions s'ils doivent sortir la nuit en quête d'un endroit isolé.

Cartogramme 1. La connexion à des systèmes d'égout et d'assainissement de l'eau (2004)



Source : www.worldmapper.org

Lecture : la taille de chaque territoire est fonction de la proportion de la population mondiale disposant d'un accès à un système d'assainissement de l'eau et à des égouts, se trouvant sur ce territoire

Au-delà de ces cas extrêmes, qui concernent tout de même un tiers des urbains dans le monde (!), le sujet est un révélateur singulier des inégalités sociales et urbaines dans les villes riches.

Les SDF, sans domicile ni offices privés, sont en permanence confrontés aux contraintes de la nécessité. Pour eux, plus que pour tout autre, l'accès au « droit de pisser » est un problème quotidien de dignité. Les inégalités au sujet des toilettes publiques sont également prononcées entre d'autres catégories de la population, en particulier entre les hommes et les femmes. A nombre égal d'accès à des espaces sanitaires, il s'ensuit des files d'attente tout à fait différentes. Ces disparités pourraient finir par se vivre comme des discriminations... Petit rien urbain, le besoin de se soulager, est bien un sujet fondamental pour mesurer l'aménité toute relative de nos équipements et mobiliers urbains contemporains.

⁵. Voir David Satterthwaite, Gordon McGranahan, « Providing Clear Water and Sanitation », in Worldwatch Institute, *State of the World 2007. Our Urban Future*, Washington, Worldwatch Institute, 2007, www.worldwatch.org/node/4752. Sur ces inégalités urbaines mondiales, voir Julien Damon (dir.), *Vivre en ville*, Paris, PUF, 2008. Pour une description simple et outrée de l'absence de toilettes dans les bidonvilles et de ses conséquences, voir le chapitre « l'écologie du bidonville », dans Mike Davis, *Le pire des mondes possible. De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006.